

Pensez à l'environnement, n'imprimez que si nécessaire !  
- zegreenweb - <http://www.zegreenweb.com> -

## Développement durable : ce que les banques doivent encore accomplir

Par [Guillaume Duhamel](#) | On 23 novembre 2010 @ 15:29 In [Politique & société](#) | [No Comments](#)

Certes quelques-unes se sont récemment réveillées, ainsi le géant hong-kongais [HSBC](#) <sup>[1]</sup>, victime d'un bombardement de courriels de [Greenpeace](#) et qui s'est finalement résolu mi-juillet à vendre l'ensemble des parts qu'il détenait dans le capital du conglomérat indonésien [Sinar Mas](#) <sup>[2]</sup>, contributeur actif à la déforestation. La plupart des établissements bancaires n'ont cependant pas conscience – à moins qu'ils ne veuillent pas le voir – de l'impact environnemental des projets qu'ils soutiennent.

D'une manière générale, l'industrie financière paraît insuffisamment impliquée dans l'effort « vert » et il existe actuellement un décalage pour le moins préjudiciable entre les ambitions politiques et les réalités économiques.

Directeur général du cabinet de conseil aux entreprises *Utopies*, spécialisé dans les stratégies et les outils du développement durable, Stanislas Dupré est de ceux, de plus en plus nombreux, qui plaident pour un changement de modèle économique, seul à même de permettre la concrétisation des objectifs gouvernementaux en matière de réduction des rejets carbone. Ainsi le libéralisme tel qu'il est aujourd'hui, nonobstant les critiques dont il fait l'objet depuis la crise, ne permettrait pas d'avancées écologiques décisives.

Cette thèse M. Dupré l'a défendu dans *Que font-ils de notre argent ?*, un ouvrage technique de près de trois cents pages qui consiste essentiellement à dévoiler le bilan carbone « réel » des grandes banques françaises. « Réel » parce que prenant en compte aussi bien leurs activités, réputées peu polluantes, que celles qu'elles financent, ces dernières ayant une incidence indirecte mais parfois élevée sur les émissions de CO<sub>2</sub>.



### Un impact environnemental globalement mal évalué

« On est typiquement dans la zone floue du « responsable mais pas coupable » », confie Matthieu Welhoff, membre du service économie et prospective de l'ADEME (Agence de l'environnement et de

la maîtrise de l'énergie), au journal *Le Monde*. Concrètement la politique environnementale des banques, souvent assortie de grands renforts de communication qui de l'avis de nombre d'associations de défense de l'environnement sont autant de manifestations d'un *greenwashing* moralement inacceptable, a le tort, dans l'immense majorité des cas, de ne s'appliquer qu'à leur fonctionnement. C'est ce que les experts appellent le « *scope 1* », périmètre qui englobe les seules émissions « directes » (chauffage des locaux etc.).

Quid des « scopes » 2 et 3, lesquels couvrent respectivement aussi les rejets générés par la production de l'énergie achetée à l'extérieur et ceux provoqués par l'activité de l'établissement chez ses sous-traitants, chez ses fournisseurs, par ses salariés et avec ses clients, ce tout au long du cycle de vie du produit ou du service ? Éminemment difficiles à calculer, lesdites émissions n'en constituent pas moins le plus gros de la responsabilité environnementale d'une entreprise, tout en ne faisant le plus souvent pas partie de la réflexion de sa direction...

Il existe toutefois un bémol de taille, le fait que les émissions du « *scope 3* » apparaissent aussi dans les « scopes » 1 et 2 de l'empreinte écologique des salariés, des sous-traitants etc. Des doublons qui nuisent à l'élaboration de bilans fiables et, par ricochet, peuvent servir de prétexte au refus de mettre en place des stratégies pertinentes. D'où la nécessité de revoir la méthodologie actuelle de calcul, via la création de nouvelles clefs de répartition.



### **Des fonds « verts » encore insuffisamment promus**

L'émergence de nouveaux standards écologiques a cependant amené la plupart des banques à verdir leurs investissements à travers la création d'ISR (fonds d'investissement socialement responsable). Certaines ont même créé des « fonds verts » dédiés au financement des technologies renouvelables et/ou sont prestataires sur le marché européen des échanges de quotas de carbone pour le compte des grandes industries qui y participent.

Une évolution qui empêche le secteur bancaire d'être la brebis galeuse du développement durable mais qui se doit d'être relativisée, d'abord parce que la part des ISR dans la gestion d'actifs sur le Vieux Continent reste faible – *Eurosif* l'a estimée à 10 % –, ensuite parce que la majorité d'entre eux « *incluent des indices classiques, composés d'un panel fixe de secteurs d'activité, y compris le pétrole ou l'aéronautique* », dont on sait qu'ils participent grandement au dérèglement climatique, souligne M. Dupré. Quant aux « fonds verts », en dépit de performances financières au moins aussi bonnes, ils « *sont peu promus par les réseaux commerciaux des établissements car ils sortent des produits « standards » et nécessitent plus d'explication* », déplore l'auteur.

Des progrès considérables en amont restent donc à accomplir et les banques doivent insuffler un changement de mentalité encore assez peu visible en termes de résultats mais qui semble, eu égard à la dégradation de la conjoncture climatique, moins inaccessible aujourd'hui. Bien qu'elles se soient longtemps senties peu concernées par la hausse du thermomètre mondial, elles réalisent peu à peu qu'elles en subiront aussi les conséquences, et l'atténuation de celles-ci passe nécessairement par l'adoption de nouvelles mesures préventives.

*« L'augmentation du nombre de catastrophes naturelles effraient en premier lieu les assureurs. Ils provoquent aussi un renchérissement du prix de l'énergie, jusqu'au pic de production », observent nos confrères du Monde.*

*« Comme elle se contente de reproduire le présent, il n'y a guère de chance de voir l'industrie financière orienter ses placements vers le modèle économique futur, « non-carboné », qu'exige la situation du climat », prophétise de son côté M. Dupré.*

Prisonnières de la culture du résultat, encore engoncées dans une vision à trop court terme et largement obnubilées par les performances de leurs concurrentes, les banques ont donc à certains égards la même (mauvaise) approche environnementale que les hautes sphères. Elles ne semblent globalement pas encore – ou toujours pas – mesurer l'importance des enjeux et de leurs décisions. Si des avancées ont été constatées ces dernières années elles sont encore trop marginales, vu les multiples imbrications, pour que les établissements bancaires puissent se targuer d'être des chantres de la lutte pour la sauvegarde de la planète.

Sans parvenir à duper les défenseurs de l'environnement les plus attentifs certains consacrent tout de même des sommes rondellettes à la promotion de leurs initiatives « vertes ». On préférerait qu'elles soient affectées à d'autres mesures, peut-être plus discrètes mais certainement pas moins nécessaires. Là encore c'est sans doute aussi une question de culture.

---

Article imprimé depuis zegreenweb: <http://www.zegreenweb.com>

URL de l'article: <http://www.zegreenweb.com/sinformer/politique-societe/developpement-durable-ce-que-les-banques-doivent-encore-accomplir,18651>

URLs dans cet article:

[1] HSBC: <http://www.zegreenweb.com/sinformer/nature-voyage/deforestation%c2%a0-hsbc-lache-sinar-mas,14270>

[2] Sinar Mas: <http://www.zegreenweb.com/sinformer/nature-voyage/deforestation-sinar-mas-manquerait-a-sa-parole,14901>